



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 Juin 2016





Sommaire

Attestation des personnes responsables	page 2
Rapport de gestion au 30 juin 2016	page 3
Comptes consolidés résumés au 30 juin 2016	
Comptes consolidés résumés	page 14
Notes Annexes aux comptes consolidés résumés	page 20
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	page 36



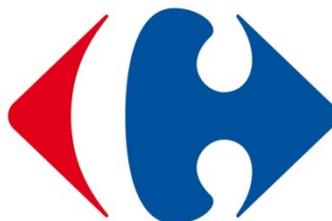
Attestation des personnes responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Monsieur Georges Plassat
Président-Directeur Général

Monsieur Pierre-Jean Sivignon
Directeur Exécutif Finances et Gestion

Le 28 juillet 2016



RAPPORT DE GESTION AU 30 JUIN 2016

Sommaire

1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés du premier semestre
 - 1.1. *Principaux agrégats du compte de résultat du premier semestre*
 - 1.2. *Analyse des principaux postes du compte de résultat du premier semestre*

2. Situation financière et trésorerie du Groupe
 - 2.1. *Capitaux propres*
 - 2.2. *Endettement financier net*
 - 2.3. *Tableau de flux de trésorerie*
 - 2.4. *Financement et ressources de liquidité*
 - 2.5. *Restriction à l'utilisation des capitaux*
 - 2.6. *Sources de financement attendues*

3. Perspectives pour le second semestre de l'année 2016

4. Autres informations
 - 4.1. *Principes comptables*
 - 4.2. *Faits marquants de la période*
 - 4.3. *Evénements postérieurs à la clôture*
 - 4.4. *Principales transactions avec les parties liées*
 - 4.5. *Facteurs de risques*



1. ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE

1.1 Principaux agrégats du compte de résultat du premier semestre

<i>En millions d'euros</i>	2016	2015	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
Chiffre d'affaires hors taxes	36 289	37 739	(3,8)%	2,2%
Résultat opérationnel courant	706	726	(2,8)%	5,3%
Résultat opérationnel courant après QP dans les résultats MEQ	686	761	(9,9)%	(2,8)%
Résultat opérationnel non courant	(114)	(16)	na	na
Résultat financier	(248)	(264)	(5,9)%	10,7%
Impôt sur les résultats	(101)	(165)	(38,8)%	(35,5)%
Résultat net des activités poursuivies - Part du Groupe	158	230	(31,5)%	(36,6)%
Résultat net des activités abandonnées - Part du Groupe	(28)	(12)		
Résultat net - Part du Groupe	129	218		
Cash flow libre	(2 259)	(2 044)		
Dette nette au 30 juin	7 367	6 654		

Les performances du premier semestre 2016 traduisent la poursuite de la dynamique de croissance de l'activité avec une progression du résultat opérationnel courant du Groupe à taux de change constants :

- les ventes augmentent de 2,2 % à taux de change constants, portées par l'Amérique latine ;
- le résultat opérationnel courant s'établit à 706 millions d'euros, en hausse de 5,3% à taux de change constants ; l'Europe affiche une hausse du résultat opérationnel courant de +26,0%, et l'Amérique latine enregistre une croissance de +12,3% ;
- le résultat opérationnel non courant est négatif et s'établit à (114) millions d'euros. Il se compose principalement de coûts de restructuration suite à des mesures de réorganisation mises en place dans différents pays du Groupe ;
- la charge financière nette s'établit à 248 millions d'euros, en diminution de 16 millions d'euros ;
- la charge d'impôt sur les résultats s'élève à 101 millions d'euros, soit 31,3% du résultat avant impôt ;
- le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, ressort à 158 millions d'euros, à comparer à un résultat de 230 millions d'euros au premier semestre 2015 ;
- le résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, s'établit à (28) millions d'euros, et correspond essentiellement au traitement en activité abandonnée du résultat net d'impôts des magasins Dia cédés sur la période et ceux destinés à être cédés. Au 30 juin 2015, le résultat des activités abandonnées était de (12) millions d'euros ;
- en conséquence, le résultat net part du Groupe est de 129 millions d'euros, à comparer à un résultat de 218 millions d'euros sur le premier semestre 2015 ;
- le cash-flow libre s'élève à (2 259) millions d'euros, à comparer à (2 044) millions d'euros sur le premier semestre 2015.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une légère saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. En 2015, le chiffre d'affaires au premier semestre s'est ainsi élevé à 37 739 millions d'euros, soit 49% du chiffre d'affaires annuel de 76 945 millions d'euros. L'essentiel des charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements, ...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second. Cette tendance est amplifiée par la comptabilisation de l'intégralité de certaines taxes sur le 1^{er} semestre, conformément à l'interprétation IFRIC 21 – *Taxes* (taxes dont le fait générateur intervient au 1^{er} janvier, et non de manière progressive au cours de l'exercice).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également déterminés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.



1.2 Analyse des principaux postes du compte de résultat du premier semestre

Chiffre d'affaires HT par zone géographique

Les secteurs opérationnels correspondent aux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités au travers de magasins intégrés, regroupés en zones géographiques, auxquels s'ajoutent les « fonctions globales » qui regroupent les holdings et autres sociétés hébergeant des activités de support administratif, financier et commercial.

<i>En millions d'euros</i>	2016	2015	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	17 179	17 587	(2,3)%	(2,3)%
Europe (hors France)	9 428	9 356	0,8%	1,3%
Amérique latine	6 453	7 257	(11,1)%	17,5%
Asie	3 229	3 538	(8,7)%	(4,6)%
Total	36 289	37 739	(3,8)%	2,2%

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 36 289 millions d'euros, en progression de 2,2% à taux de change constants.

Les performances par segment géographique s'analysent comme suit :

- en France, le chiffre d'affaires est en légère décroissance après trois années consécutives de hausse ;
- les ventes en Europe augmentent de 1,3% à taux de change constants avec une progression en Espagne ;
- la très forte croissance des ventes à taux de change constants en Amérique latine se poursuit sur un rythme soutenu (+17,5%). Le Groupe conforte sa position de leader de la distribution alimentaire au Brésil ;
- les ventes en Asie sont en baisse de 4,6% à taux de change constants.

Chiffre d'affaires HT du premier semestre par zone géographique – contribution au total du Groupe

<i>En %</i>	2016 ⁽¹⁾	2015
France	44,6%	46,6%
Europe (hors France)	24,6%	24,8%
Amérique latine	22,1%	19,2%
Asie	8,8%	9,4%
Total	100,0%	100,0%

⁽¹⁾ à taux de change constants

A taux de change constants, la part du chiffre d'affaires réalisé dans les pays émergents (Amérique Latine et Asie) continue à progresser pour s'établir à 30,9%, à comparer à 28,6% sur le premier semestre 2015.



Résultat opérationnel courant par zone géographique

<i>En millions d'euros</i>	2016	2015	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	312	321	(3,0)%	(3,0)%
Europe (hors France)	155	122	26,6%	26,0%
Amérique latine	273	296	(7,8)%	12,3%
Asie	(7)	50	(114,5)%	(115,0)%
Fonctions globales	(26)	(63)	(58,6)%	(58,6)%
Total	706	726	(2,8)%	5,3%

Le résultat opérationnel courant s'établit à 706 millions d'euros, en hausse de 5,3% à taux de change constants. Au 30 juin 2016, comme au 30 juin 2015, il représente 1,9 % du chiffre d'affaires hors taxes.

En France, le résultat opérationnel courant s'élève à 312 millions d'euros. La rentabilité opérationnelle¹ en France se maintient à 1,8% du chiffre d'affaires.

En Europe (hors France), le résultat opérationnel courant est en nette progression, à 155 millions à comparer à 122 millions d'euros au premier semestre 2015. Le résultat opérationnel courant enregistre une croissance à deux chiffres et la rentabilité opérationnelle progresse de 30 points de base, portée principalement par de bonnes performances en Espagne et en Italie.

Le résultat opérationnel courant de l'Amérique latine s'élève à 273 millions d'euros, en augmentation de 12,3% à taux de change constants. La rentabilité du Brésil continue à s'améliorer, dynamisée par la très bonne croissance des ventes.

En Asie, le résultat opérationnel courant s'établit à (7) millions d'euros. Il est impacté par le repositionnement de notre modèle en Chine dans un contexte de ralentissement économique et d'évolution rapide des attentes des consommateurs. A Taiwan, la croissance des ventes se poursuit et la rentabilité opérationnelle s'améliore.

Amortissements

Les amortissements se sont élevés à 720 millions d'euros au premier semestre 2016. Ils représentent 2% du chiffre d'affaires (ratio stable par rapport au premier semestre 2015).

Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence

La quote-part revenant au Groupe dans le résultat net des entités mises en équivalence s'est élevée à (21) millions d'euros, contre 34 millions d'euros sur le premier semestre 2015 ; la baisse constatée provient principalement de la dégradation des résultats de la participation du Groupe en Turquie.

Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence.

Le résultat non courant est une charge nette de 114 millions d'euros, soit le solde de produits non courants pour 45 millions d'euros et de charges non courantes pour 158 millions d'euros.

¹ Ratio Résultat opérationnel courant sur Chiffre d'affaires HT



Il se décompose de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	2016	2015
Résultat de cession d'actifs	30	20
Coûts de réorganisation	(89)	(62)
Autres éléments non courants	(33)	46
Résultat non courant avant dépréciation et pertes sur actifs	(93)	3
Dépréciation et pertes sur actifs	(21)	(19)
<i>dont dépréciation et pertes sur goodwill</i>	0	0
<i>dont dépréciation et pertes sur actifs corporels</i>	(21)	(19)
Produits et charges non courants	(114)	(16)
<i>dont total des produits non courants</i>	45	99
<i>dont total des charges non courantes</i>	(158)	(115)

Les coûts de réorganisation découlent des plans de rationalisation des structures en cours de déploiement dans plusieurs pays du Groupe ; ils comprennent notamment l'incidence du plan d'intégration des magasins Dia qui se poursuit en 2016.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit à 572 millions d'euros au premier semestre 2016, à comparer à 745 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une diminution de 173 millions d'euros.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de 248 millions d'euros, soit 0,7% du chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 2016.

<i>En millions d'euros</i>	2016	2015
Coût de l'endettement financier net	(181)	(185)
Autres produits et charges financiers	(68)	(80)
Résultat financier	(248)	(264)

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 181 millions d'euros, en diminution de 4 millions d'euros.

Les autres produits et charges financiers représentent une charge nette de 68 millions d'euros, à comparer à une charge nette de 80 millions d'euros sur le premier semestre 2015.

Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à 101 millions d'euros, à comparer à une charge de 165 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Le taux effectif d'impôt ressort à 31,3 % (34,3% au 1^{er} semestre 2015).

Participations ne donnant pas le contrôle

La part de résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 65 millions d'euros, contre 85 millions d'euros au premier semestre 2015.



Résultat net des activités poursuivies – part du Groupe

En conséquence des éléments décrits ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, s'établit à 158 millions d'euros au 30 juin 2016, à comparer à un résultat de 230 millions d'euros au 30 juin 2015.

Résultat net des activités abandonnées – part du Groupe

Le résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, s'établit à (28) millions d'euros, qui correspondent essentiellement au traitement IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* des magasins Dia cédés et destinés à être cédés.

2. SITUATION FINANCIERE ET TRESORERIE DU GROUPE

2.1 Capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 11 294 millions d'euros au 30 juin 2016 à comparer à 10 672 millions d'euros à la fin de l'année précédente, soit une hausse de 622 millions d'euros.

Cette hausse s'explique principalement par les mouvements suivants :

- les variations de capital et primes de +439 millions d'euros, qui correspondent essentiellement à la quote-part du capital de la filiale Cargo Property Holding souscrit par les tiers investisseurs (y compris montant du capital non encore appelé) ;
- le résultat net de la période, soit 194 millions d'euros ;
- les autres éléments du résultat global, soit 187 millions d'euros ;
- les dividendes versés pour un montant total de 181 millions d'euros, dont 121 millions d'euros aux actionnaires de Carrefour et 60 millions d'euros aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

2.2 Endettement financier net

L'endettement net du Groupe est passé de 4 546 millions d'euros à fin 2015 à 7 367 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une hausse de 2 822 millions d'euros.

La dette nette de fin d'année est structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre. L'endettement net du Groupe s'établissait à 6 654 millions d'euros à fin juin 2015.

La dette nette du Groupe s'analyse comme suit :



(en millions d'euros)	Jun 2016	Décembre 2015
Emprunts obligataires	7 627	6 884
Autres emprunts et dettes financières	396	345
Billet de Trésorerie	610	0
Passifs relatifs à des contrats de location financement	327	351
Total des dettes financières hors dérivés passif	8 960	7 580
Dérivés - Passif	313	49
Total des dettes (1)	9 273	7 629
<i>dont dettes à plus d'un an</i>	<i>7 161</i>	<i>6 662</i>
<i>dont dettes à moins d'un an</i>	<i>2 112</i>	<i>966</i>
Autres actifs financiers courants	218	358
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 688	2 724
Total des placements (2)	1 905	3 083
Dettes nettes = (1) - (2)	7 367	4 546

Les dettes financières du Groupe (hors dérivés) ont des échéances réparties dans le temps (jusqu'en 2025 pour la tranche obligataire à échéance la plus longue) et présentent ainsi un profil de remboursement équilibré sur les années à venir :

(en millions d'euros)	Jun 2016	Décembre 2015
A moins d'un an	1 809	921
Entre 1 et 2 ans	1 115	1 306
Entre 2 et 5 ans	3 393	2 447
Au-delà de 5 ans	2 643	2 905
Total	8 960	7 580

Au 30 juin 2016, le Groupe dispose par ailleurs de 3,9 milliards d'euros de crédits syndiqués non tirés et mobilisables sans condition, à échéance 2019 et 2021, ce qui conforte sa position de liquidité.

2.3 Tableau de flux de trésorerie

La trésorerie disponible pour le Groupe s'établit à 1 688 millions d'euros au 30 juin 2016, à comparer à 1 800 millions d'euros au 30 juin 2015, soit une diminution de 112 millions d'euros.

L'endettement net augmente de 2 822 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2016, à comparer à 1 700 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015. Cette variation s'analyse comme suit à partir du tableau de flux de trésorerie simplifié du Groupe pour la période :



<i>En millions d'euros</i>	2016	2015
Autofinancement	1 088	1 180
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(1 541)	(1 809)
Variation des autres créances et autres dettes	(544)	(295)
Variation des encours sur crédit à la consommation	33	(127)
Investissements opérationnels	(1 057)	(804)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(295)	(261)
Autres flux opérationnels	59	74
Cash-flow libre	(2 259)	(2 044)
Acquisitions et cessions de filiales et de participations dans des entreprises associées	(141)	(50)
Acquisitions et cessions de participation sans changement de contrôle	0	208
Dividendes versés / Augmentation de capital	(41)	(62)
Coût de l'endettement financier net	(181)	(185)
Autres	(201)	433
Diminution / (Augmentation) de l'endettement net	(2 822)	(1 700)

Le cash-flow libre² s'élève à (2 259) millions d'euros sur le premier semestre 2016 (à comparer à (2 044) millions d'euros sur le premier semestre 2015) après prise en compte de l'augmentation de la variation du BFR marchand de 268 millions d'euros.

Les investissements opérationnels reflètent principalement la poursuite du programme de remise à niveau des actifs et de modernisation et développement du parc. Au 1^{er} semestre 2016, le montant inclut les investissements réalisés dans le cadre de la conversion sous enseigne Carrefour des anciens magasins Dia, ainsi que les premiers investissements réalisés par la nouvelle filiale immobilière dédiée à la logistique, Cargo Property.

A fin juin 2015, les acquisitions et cessions de participations sans changement de contrôle représentaient un encaissement net de 208 millions d'euros et s'expliquaient principalement par la réception du solde du prix de cession lié à l'opération d'ouverture de capital de la filiale brésilienne du Groupe réalisée fin 2014, ainsi que par l'exercice au premier semestre 2015 d'une option de 2% détenue par la société d'investissement brésilienne Península.

2.4 Financement et ressources de liquidité

Les principales actions menées par la Direction de la Trésorerie et des Financements afin de conforter la liquidité du Groupe consistent à :

- promouvoir une politique de financement prudente permettant de disposer d'une notation de crédit rendant possible l'accès aux marchés obligataires et de billets de trésorerie ;
- maintenir une présence sur le marché obligataire en émettant de manière régulière, principalement sur les Marchés Euro, en vue de se ménager un échéancier obligataire équilibré. Le programme Euro Medium Term Notes (EMTN) dispose d'une capacité de 12 milliards d'euros ;
- utiliser le programme de billets de trésorerie du Groupe, coté à Paris, avec une capacité d'émission de 5 milliards d'euros ;
- maintenir des facilités de crédit bancaire à moyen terme disponibles et utilisables au gré des besoins du Groupe. A fin juin 2016, le Groupe dispose de deux lignes de crédits syndiqués non tirées auprès d'un pool de banques de premier rang d'un montant total de 3,9 milliards d'euros. La politique du Groupe est de maintenir ces facilités disponibles et non tirées, afin de sécuriser l'utilisation du programme de billets de trésorerie. Les crédits syndiqués sont assortis des clauses d'engagement de défaut habituelles à ce type de contrat, à savoir maintien de son rang de crédit (« pari passu »), limitation des sûretés accordées aux autres créanciers (« negative pledge »), changement de contrôle, limitation de cession substantielle d'actifs et défaut croisé. Il n'existe pas de clause de défaut en cas de modification de la notation à long terme. En revanche, la marge de tirage pourrait évoluer en cas de baisse ou de hausse de la notation à long terme (« pricing grid »). Les contrats ne contiennent aucune clause d'exigibilité anticipée en cas de changement significatif (« material adverse change »).

Au 30 juin 2016, disposant de 3,9 milliards d'euros de crédits syndiqués disponibles et non tirés (échéances 2019 et 2021), le Groupe considère sa situation de liquidité comme solide. En outre, le niveau de trésorerie disponible permet de couvrir les échéances obligataires de l'année à venir.

² Le cash-flow libre est le solde net de l'autofinancement avant coût de l'endettement financier net, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements opérationnels.



Le profil de la dette est équilibré : le Groupe ne fait face à aucun pic de refinancement sur l'ensemble de son échéancier de dette obligataire qui présente une maturité moyenne de 4 ans et 3 mois.

Au 30 juin 2016, Carrefour est noté BBB+ perspective stable A-2 par l'agence S&P. Carrefour Banque est noté BBB+ perspective stable A-2 par l'agence S&P.

2.5 Restriction à l'utilisation des capitaux

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

2.6 Sources de financement attendues

Pour faire face à ses engagements, Carrefour peut recourir à son cash flow libre et lever de la dette en ayant recours à ses programmes EMTN et de billets de trésorerie, ou à ses lignes de crédit.

3. PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE DE L'ANNEE 2016

Carrefour poursuit sa transformation avec de fortes ambitions pour son modèle multiformat, offrant à ses clients une expérience d'achat répondant aux évolutions des modes de consommation.

Distributeur le plus multiformat dans le monde, Carrefour poursuit son expansion. Le Groupe ouvre en 2016 des magasins dans tous ses formats. En France, la conversion du parc de magasins DIA suit le plan prévu.

Le Groupe, pour pérenniser sa croissance, poursuit la modernisation de ses magasins dans l'ensemble des pays et renforce l'attractivité de ses sites en s'appuyant notamment sur Carmila. Carrefour avance dans la refonte de ses chaînes logistiques et la simplification des systèmes d'information.

La transformation du modèle en Chine est largement avancée et se poursuit.

Carrefour continue sa migration digitale en s'appuyant sur la densité de ses réseaux physiques et sur le développement de services e-commerce dans l'ensemble des pays du Groupe.

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1 Principes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2016 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2015, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34, et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016 (textes ne trouvant pas à s'appliquer au Groupe ou sans incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe).

Les nouvelles normes et les principaux textes, adoptés ou non par l'Union européenne sont décrits dans les comptes consolidés résumés (paragraphe 1.2 « Référentiel comptable appliqué »).



4.2 Faits marquants de la période

Paiement du dividende 2015 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 17 mai 2016, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2015 à 0,70 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.

Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 21,86 euros, correspondant à 90% de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé de NYSE Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende de 0,70 euro par action et arrondi au centime d'euro supérieur.

Ouverte le 23 mai 2016, la période d'option s'est clôturée le 10 juin 2016 ; les actionnaires ayant choisi le paiement du dividende en actions représentent 76,34% du capital.

Le 21 juin 2016 ont eu lieu :

- le règlement livraison des 17 764 360 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en action, suite à une augmentation du capital social de Carrefour d'un montant total de 388 millions d'euros (44 millions d'euros de hausse du capital social et 344 millions d'euros de primes d'émission) ;
- le versement du dividende global en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (121 millions d'euros).

Sécurisation des financements long terme du Groupe

Le 19 avril 2016 (règlement en date du 26 avril 2016), le Groupe a réalisé une nouvelle émission obligataire de 750 millions d'euros, d'une maturité de 8 ans (échéance juin 2024) et d'un coupon de 0,75%.

Cette opération permet au groupe Carrefour de consolider son financement à long terme, d'allonger sa maturité obligataire moyenne (passage de 4,06 à 4,25 années au 19 avril 2016) et de poursuivre la réduction de sa charge financière.

Acquisition de la société Rue du Commerce

Le 24 août 2015, le groupe Carrefour annonçait être entré en négociations exclusives avec Altarea Cogedim pour l'acquisition de 100% du capital de la société Rue du Commerce, acteur de référence de l'e-commerce non-alimentaire en France.

L'acquisition a été finalisée en janvier 2016, après consultation des instances représentatives du personnel de la société Rue du Commerce et approbation des autorités de la concurrence. En application de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, un *badwill* provisoire (non significatif) a été enregistré dans les comptes du Groupe au 30 juin 2016. Le montant des produits des activités ordinaires et du résultat de la société Rue du Commerce inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période n'est pas significatif.

Cette acquisition constitue pour le Groupe une étape supplémentaire dans le déploiement de son offre omnicanale en France, au service des clients en magasin et en ligne.

Acquisition de la société Billa Roumanie

Le 22 décembre 2015, Carrefour annonçait la signature d'un accord pour l'acquisition auprès du groupe Rewe de la société Billa Roumanie, qui exploite 85 supermarchés répartis sur l'ensemble du territoire roumain représentant une surface de vente totale de 83 000 m².

L'acquisition a été finalisée le 30 juin 2016, après approbation des autorités de la concurrence. En application de la norme IFRS 3, un goodwill provisoire (non significatif) a été enregistré dans les comptes du Groupe au 30 juin 2016. La date d'acquisition correspondant à la date de clôture, le montant des produits des activités ordinaires et du résultat de la société Billa Roumanie inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période est nul.

Cette acquisition permet à Carrefour de devenir le premier opérateur de supermarchés en Roumanie, renforçant ainsi son offre multiformat au plus près des clients.



4.3 Evénements postérieurs à la clôture

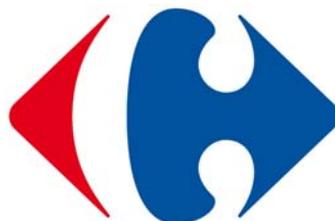
Aucun événement de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe n'est intervenu postérieurement à la clôture.

4.4 Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2015.

4.5 Facteurs de risques

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux identifiés dans le chapitre 3.5.1 du Document de référence 2015.



COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016

Sommaire

Compte de résultat consolidé

Etat du résultat global consolidé

Etat de la situation financière consolidée

Tableau des flux de trésorerie consolidés

Variation des capitaux propres consolidés

Notes annexes

Note 1 : Bases de préparation des comptes consolidés résumés

Note 2 : Saisonnalité de l'activité

Note 3 : Faits marquants de la période

Note 4 : Information sectorielle

Note 5 : Données opérationnelles

Note 6 : Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement

Note 7 : Impôts sur les résultats

Note 8 : Provisions et avantages du personnel

Note 9 : Capitaux propres et résultat par action

Note 10 : Actifs, passifs et résultat financiers

Note 11 : Autres informations



Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi au million d'euros près. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre différents états.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	5.1	36 289	37 739	(3,8%)
Programmes de fidélisation		(271)	(269)	0,7%
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation		36 017	37 470	(3,9%)
Autres revenus		1 275	1 247	2,2%
Revenus totaux		37 292	38 718	(3,7%)
Coût des ventes		(28 860)	(30 024)	(3,9%)
Marge des activités courantes		8 432	8 694	(3,0%)
Frais généraux et amortissements	5.2	(7 726)	(7 967)	(3,0%)
Résultat opérationnel courant		706	726	(2,8%)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence		(21)	34	(160,3%)
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence		686	761	(9,9%)
Produits et charges non courants	5.3	(114)	(16)	
Résultat opérationnel		572	745	(23,2%)
Résultat financier	10.4	(248)	(264)	(5,9%)
Coût de l'endettement financier net		(181)	(185)	(2,0%)
Autres produits et charges financiers		(68)	(80)	(15,0%)
Résultat avant impôts		324	481	(32,7%)
Impôts sur les résultats	7	(101)	(165)	(38,8%)
Résultat net des activités poursuivies		222	316	(29,5%)
Résultat net des activités abandonnées	11.1	(28)	(12)	
Résultat net total		194	304	(36,1%)
dont Résultat net - part du Groupe		129	218	(40,8%)
dont Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe		158	230	(31,5%)
dont Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe		(28)	(12)	135,6%
dont Résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		65	85	(24,3%)

Résultat de base par action, en euros	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	Prog
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action	0,22	0,32	(32,4)%
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action	(0,04)	(0,02)	132,5%
Résultat net, part du Groupe, par action	0,18	0,30	(41,6)%

Résultat dilué par action, en euros	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	Prog
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action	0,22	0,32	(32,4)%
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action	(0,04)	(0,02)	132,5%
Résultat net part du Groupe par action	0,18	0,30	(41,5)%

Le détail du calcul du résultat par action est expliqué en note 9.2.



ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
Résultat net total	194	304
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie ⁽¹⁾	(8)	(5)
Variation des actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾	(5)	1
Variation des écarts de conversion ⁽²⁾	279	(78)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	267	(83)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁽¹⁾	(80)	1
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(80)	1
Autres éléments du résultat global, après impôt	187	(82)
Résultat global total	381	222
dont part du Groupe	235	140
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	146	82

(1) Rubriques présentées nettes d'effet impôt (détail présenté en note 9.1).

(2) La variation des écarts de conversion au cours du 1^{er} semestre 2016 s'explique essentiellement par l'appréciation de la monnaie brésilienne, partiellement compensée par la dépréciation des monnaies argentine et polonaise. Au cours du 1^{er} semestre 2015, la dépréciation de la monnaie brésilienne était partiellement compensée par l'appréciation des monnaies chinoise, taïwanaise et polonaise.



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Actif			
<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Goodwill	6.1	8 600	8 495
Autres immobilisations incorporelles		1 119	1 014
Immobilisations corporelles	6.2	12 676	12 071
Immeubles de placement	6.3	357	383
Titres mis en équivalence		1 426	1 433
Autres actifs financiers non courants		1 591	1 291
Encours clients des sociétés financières - Part à plus d'un an	5.5	2 261	2 351
Impôts différés actifs		880	744
Actifs non courants		28 911	27 784
Stocks		6 553	6 362
Créances commerciales		2 159	2 269
Encours clients des sociétés financières - Part à moins d'un an	5.5	3 789	3 658
Autres actifs financiers courants		218	358
Actifs d'impôts exigibles		1 287	1 168
Autres actifs		1 052	705
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.2	1 688	2 724
Actifs détenus en vue de leur vente ⁽¹⁾		43	66
Actifs courants		16 789	17 311
TOTAL ACTIF		45 700	45 095

Passifs et capitaux propres			
<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
Capital social		1 891	1 846
Réserves consolidées (y compris résultat)		7 854	7 787
Capitaux propres-part du Groupe		9 745	9 633
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 549	1 039
Capitaux propres		11 294	10 672
Dettes financières - Part à plus d'un an	10.2	7 161	6 662
Provisions	8	3 188	3 014
Refinancement des encours clients - Part à plus d'un an	5.5	2 091	1 921
Impôts différés passifs		533	508
Passifs non courants		12 974	12 106
Dettes financières - Part à moins d'un an	10.2	2 112	966
Fournisseurs et autres créditeurs		12 198	13 648
Refinancement des encours clients - Part à moins d'un an	5.5	3 179	3 328
Passifs d'impôts exigibles		1 188	1 097
Autres passifs		2 732	3 244
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente ⁽¹⁾		23	34
Passifs courants		21 431	22 317
TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES		45 700	45 095

(1) Les actifs détenus en vue de la vente et passifs liés correspondent principalement aux magasins Dia dont la cession était en cours de finalisation en date de clôture (cf. note 11.1).



TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
RESULTAT AVANT IMPÔT	324	481
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Impôts	(140)	(168)
Dotations aux amortissements	757	795
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	(33)	(22)
Variation des provisions et impairment	(1)	(64)
Coût de l'endettement financier net	181	185
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	26	(15)
Impact des activités abandonnées	(25)	(12)
Autofinancement	1 088	1 180
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	(2 085)	(2 104)
Impact des activités abandonnées	(11)	21
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(1 008)	(904)
Variation des encours sur crédit à la consommation	33	(127)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(975)	(1 031)
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽²⁾	(1 057)	(804)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	11	(7)
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées ⁽³⁾	(147)	(50)
Cessions de filiales et participations dans des entreprises associées	6	0
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	92	49
Cessions d'actifs financiers non courants	1	1
Variation des créances et dettes sur fournisseurs d'immobilisations ⁽²⁾	(284)	(239)
Sous Total Investissements nets de désinvestissements	(1 378)	(1 050)
Autres emplois	(16)	(18)
Impact des activités abandonnées	5	(0)
Variation de la trésorerie issue des investissements	(1 388)	(1 067)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁴⁾	140	8
Acquisitions et cessions de participations sans changement de contrôle ⁽⁵⁾	0	208
Dividendes versés par Carrefour (société mère) ⁽⁶⁾	(121)	(0)
Dividendes versés par les sociétés consolidées aux intérêts hors Groupe	(60)	(70)
Variation des actions propres et autres instruments ⁽⁷⁾	(4)	369
Variation des actifs financiers courants	107	98
Emission d'emprunts obligataires ⁽⁸⁾	750	750
Remboursement d'emprunts obligataires ⁽⁸⁾	0	(644)
Intérêts financiers nets versés	(202)	(214)
Autres variations de l'endettement ⁽⁸⁾	662	267
Variation de la trésorerie issue du financement	1 272	772
Variation nette de la trésorerie avant effet change	(1 091)	(1 327)
Incidence des variations de change	54	14
Variation nette de la trésorerie	(1 037)	(1 313)
Trésorerie à l'ouverture de la période	2 724	3 113
Trésorerie à la clôture de la période	1 688	1 800

(1) La variation du besoin en fonds de roulement est détaillée en note 5.4.

(2) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles reflètent principalement la poursuite du programme de remise à niveau des actifs et de modernisation et développement du parc. Au 1^{er} semestre 2016, le montant inclut les investissements réalisés dans le cadre de la conversion sous enseigne Carrefour des anciens magasins Dia, ainsi que les premiers investissements réalisés par la nouvelle filiale immobilière dédiée à la logistique, Cargo Property.

(3) En 2016, ce poste s'explique essentiellement par l'acquisition de la société Billa en Roumanie (opération décrite en note 3.4).

(4) Ce poste correspond principalement au montant du capital de la filiale Cargo Property Holding souscrit et versé au cours du 1^{er} semestre 2016 par les tiers investisseurs (participations ne donnant pas le contrôle).

(5) En juin 2015, cette ligne s'explique principalement par la réception du solde du prix de cession lié à l'opération d'ouverture de capital de la filiale brésilienne du Groupe réalisée fin 2014, ainsi que par l'exercice au 1^{er} semestre 2015 d'une option de 2% détenue par la société d'investissement brésilienne Peninsula.

(6) Le poste à fin juin 2016 correspond au montant du dividende versé en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (cf. note 3.1). Le dividende voté lors de l'Assemblée générale du 11 juin 2015 avait été versé le 17 juillet 2015.

(7) En 2015, la variation s'explique principalement par la cession d'actions auto-détenues réalisée le 23 mars 2015.

(8) Cf. note 10.2.



VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capitaux Propres part du Groupe				Total Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital social	Ecart de conversion	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers ⁽¹⁾	Autres réserves et résultats			
Capitaux propres au 31 décembre 2014	1 837	(324)	(5)	7 682	9 191	1 037	10 228
Résultat net total - 1 ^{er} semestre 2015				218	218	85	304
Autres éléments du résultat global, après impôt		(76)	(3)	1	(78)	(4)	(82)
Résultat global total au 1^{er} semestre 2015		(76)	(3)	219	140	82	222
Paiement en actions				14	14		14
Actions propres (net d'impôt) ⁽²⁾				335	335		335
Dividendes au titre de l'exercice 2014 ⁽³⁾				(492)	(492)	(70)	(562)
Variation de capital et primes						8	8
Effet des variations de périmètre et autres mouvements ⁽⁴⁾				62	62	38	99
Capitaux propres au 30 juin 2015	1 837	(401)	(8)	7 819	9 249	1 095	10 344
Résultat net total - 2 nd semestre 2015				762	762	57	820
Autres éléments du résultat global, après impôt		(435)		(17)	(451)	(90)	(541)
Résultat global total au 2nd semestre 2015		(435)		745	311	(32)	279
Paiement en actions				5	5		5
Actions propres (net d'impôt)				9	9		9
Dividendes au titre de l'exercice 2014 ⁽³⁾	9			94	102	(28)	74
Variation de capital et primes				1	1	4	5
Effet des variations de périmètre et autres mouvements		1		(46)	(45)	1	(44)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	1 846	(835)	(7)	8 628	9 633	1 039	10 672
Résultat net total - 1 ^{er} semestre 2016				129	129	65	194
Autres éléments du résultat global, après impôt		198	(14)	(79)	106	81	187
Résultat global total au 1^{er} semestre 2016		198	(14)	50	235	146	381
Actions propres (net d'impôt)				(1)	(1)		(1)
Dividendes au titre de l'exercice 2015 ⁽³⁾	44			(165)	(121)	(60)	(181)
Variation de capital et primes ⁽⁵⁾						439	439
Effet des variations de périmètre et autres mouvements				(1)	(1)	(15)	(16)
Capitaux propres au 30 juin 2016	1 891	(636)	(20)	8 510	9 745	1 549	11 294

(1) Ce poste est constitué de :

- la réserve de couverture (partie efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie) ;
- la réserve de juste valeur (variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente).

(2) La variation de ce poste s'explique essentiellement par l'opération de cession d'actions auto-détenues réalisée le 23 mars 2015.

(3) Le dividende distribué par Carrefour S.A. au titre de l'exercice 2014, d'un montant total de 492 millions d'euros, a été versé le 17 juillet 2015 :

- en numéraire pour 390 millions d'euros ; et
- en actions nouvelles pour 102 millions d'euros (9 millions d'euros de hausse de capital social et 93 millions de prime d'émission).

Le dividende distribué par Carrefour S.A. au titre de 2015 (cf. note 3.1), d'un montant total de 509 millions d'euros, a été versé le 21 juin 2016 :

- en numéraire pour 121 millions d'euros et
- en actions nouvelles pour 388 millions d'euros (44 millions d'euros de hausse du capital social et 344 millions d'euros de primes d'émission).

(4) Les variations de périmètre et autres mouvements du 1^{er} semestre 2015 s'expliquent principalement par l'exercice par la société d'investissement brésilienne Peninsula d'une option d'achat de 2% dont elle bénéficie suite à l'opération d'ouverture de capital de la filiale brésilienne du Groupe fin 2014.

(5) L'augmentation des participations ne donnant pas le contrôle observée sur le 1^{er} semestre 2016 correspond essentiellement à la quote-part du capital de la filiale Cargo Property Holding souscrit par les tiers investisseurs (y compris montant du capital non encore appelé).



NOTES ANNEXES

NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES RESUMES

1.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 ont été examinés par le Conseil d'Administration le 27 juillet 2016.

Carrefour (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2016 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et les intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées et co-entreprises). Ils sont établis en euro, monnaie fonctionnelle de la Société.

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2016 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2016 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec des données comparatives (premier semestre 2015 ou 31 décembre 2015) établies selon le même référentiel.

Les normes internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), les interprétations de l'IFRS IC (*International Financial Reporting Standards Interpretation Committee*) et du SIC (*Standard Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

1.2 Référentiel comptable appliqué

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2016 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2015, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* (cf. note 1.3), et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces textes sont les suivants :

- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012 ;
- Amendements à IAS 19 – *Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel* ;
- Amendements à IAS 1 – *Initiative informations à fournir* ;
- Amendements à IFRS 11 – *Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans les entreprises communes* ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – *Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables* ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014.

Ces textes n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2016. Ces textes sont les suivants :

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne :

- Norme IFRS 9 – *Instruments financiers* et les amendements à IFRS 9, IFRS 7 et IAS 39 – *Comptabilité de couverture générale*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB ;
- Norme IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients*, et les amendements *Clarifications* publiés en avril 2016, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB ;
- Norme IFRS 16 – *Contrats de location*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 selon l'IASB ;
- Amendements à IAS 12 – *Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 selon l'IASB ;
- Amendements à IAS 7 – *Initiative informations à fournir*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 selon l'IASB ;
- Amendements à IFRS 2 – *Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 selon l'IASB.

Les incidences éventuelles de ces textes sur les comptes consolidés sont en cours d'évaluation.



1.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

1.3.1 Principes de présentation

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, inclus dans le document de référence déposé auprès de l'AMF (disponible sur demande au siège de la Société, au 33 avenue Emile Zola – 92100 Boulogne-Billancourt, ou sur son site internet [www. carrefour.com](http://www.carrefour.com)).

1.3.2 Estimation de la charge d'impôt

Conformément à IAS 34, la charge d'impôt du 1^{er} semestre est déterminée sur la base du taux d'impôt annuel moyen pondéré estimé au titre de l'exercice 2016 (taux effectif d'impôt), pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal (cf. note 7).

1.3.3 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

La provision pour engagements de retraite et avantages assimilés est comptabilisée sur la base des projections faites par les actuaires, qui se fondent sur les données de la clôture de l'exercice précédent. Le taux d'actualisation des principaux pays contributeurs (zone euro) est revu au 30 juin (cf. note 8). En cas d'évolutions significatives des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur, population concernée), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.

1.4 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. Outre l'utilisation d'estimations, la direction du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre le traitement comptable adéquat de certaines transactions et activités.

Les principales estimations faites par la Direction et jugements exercés pour l'établissement des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

1.5 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis sur la base du coût historique, à l'exception des actifs acquis et passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises et de certains actifs et passifs financiers, qui sont évalués à la juste valeur, ainsi que des actifs non courants détenus en vue de la vente, qui sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais liés à la vente.

La notion de juste valeur s'entend comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Conformément à la hiérarchie définie dans la norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur*, il existe trois niveaux de juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée par des modèles utilisant des données d'entrée qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.



NOTE 2 : SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

A l'instar des autres groupes de grande distribution, Carrefour exerce une activité dont le volume varie de manière sensible au cours de l'année, ce qui peut rendre les comptes consolidés du premier et du deuxième semestre difficilement comparables. Les effets de cette saisonnalité sont particulièrement marqués au niveau du résultat opérationnel courant et de la génération de flux de trésorerie.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une légère saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. En 2015, le chiffre d'affaires au premier semestre s'est ainsi élevé à 37 739 millions d'euros, soit 49% du chiffre d'affaires annuel de 76 945 millions d'euros. L'essentiel des charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements, ...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second. Cette tendance est amplifiée par la comptabilisation de l'intégralité de certaines taxes sur le 1^{er} semestre, conformément à l'interprétation IFRIC 21 – *Taxes* (taxes dont le fait générateur intervient au 1^{er} janvier, et non de manière progressive au cours de l'exercice).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également déterminés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

3.1 Paiement du dividende 2015 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 17 mai 2016, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2015 à 0,70 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.

Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 21,86 euros, correspondant à 90% de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende de 0,70 euro par action et arrondi au centime d'euro supérieur.

Ouverte le 23 mai 2016, la période d'option s'est clôturée le 10 juin 2016 ; les actionnaires ayant choisi le paiement du dividende en actions représentent 76,34% du capital.

Le 21 juin 2016 ont eu lieu :

- le règlement livraison des 17 764 360 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en action, suite à une augmentation du capital social de Carrefour d'un montant total de 388 millions d'euros (44 millions d'euros de hausse du capital social et 344 millions d'euros de primes d'émission) ;
- le versement du dividende global en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (121 millions d'euros).

3.2 Sécurisation des financements long terme du Groupe

Le 19 avril 2016 (règlement en date du 26 avril 2016), le Groupe a réalisé une nouvelle émission obligataire de 750 millions d'euros, d'une maturité de 8 ans (échéance juin 2024) et d'un coupon de 0,75%.

Cette opération permet au groupe Carrefour de consolider son financement à long terme, d'allonger sa maturité obligataire moyenne (passage de 4,06 à 4,25 années au 19 avril 2016) et de poursuivre la réduction de sa charge financière.



3.3 Acquisition de la société Rue du Commerce

Le 24 août 2015, le groupe Carrefour annonçait être entré en négociations exclusives avec Altarea Cogedim pour l'acquisition de 100% du capital de la société Rue du Commerce, acteur de référence de l'e-commerce non-alimentaire en France.

L'acquisition a été finalisée en janvier 2016, après consultation des instances représentatives du personnel de la société Rue du Commerce et approbation des autorités de la concurrence. En application de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, un *badwill* provisoire (non significatif) a été enregistré dans les comptes du Groupe au 30 juin 2016. Le montant des produits des activités ordinaires et du résultat de la société Rue du Commerce inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période n'est pas significatif.

Cette acquisition constitue pour le Groupe une étape supplémentaire dans le déploiement de son offre omnicanale en France, au service des clients en magasin et en ligne.

3.4 Acquisition de la société Billa Roumanie

Le 22 décembre 2015, Carrefour annonçait la signature d'un accord pour l'acquisition auprès du groupe Rewe de la société Billa Roumanie, qui exploite 85 supermarchés répartis sur l'ensemble du territoire roumain représentant une surface de vente totale de 83 000 m².

L'acquisition a été finalisée le 30 juin 2016, après approbation des autorités de la concurrence. En application de la norme IFRS 3, un goodwill provisoire (non significatif) a été enregistré dans les comptes du Groupe au 30 juin 2016. La date d'acquisition correspondant à la date d'arrêté des comptes semestriels, le montant des produits des activités ordinaires et du résultat de la société Billa Roumanie inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période est nul.

Cette acquisition permet à Carrefour de devenir le premier opérateur de supermarchés en Roumanie, renforçant ainsi son offre multiformat au plus près des clients.

NOTE 4 : INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels du Groupe correspondent aux pays dans lesquels il exerce ses activités au travers de magasins intégrés, regroupés en zones géographiques, auxquels s'ajoutent les « fonctions globales » qui regroupent les holdings et autres sociétés hébergeant des activités de support administratif, financier et commercial.

4.1 Résultats sectoriels

1 ^{er} semestre 2016 (en millions d'euros)	Total	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	36 289	17 179	9 428	6 453	3 229	-
Autres Revenus	1 275	456	305	339	150	26
Résultat opérationnel courant	706	312	155	273	(7)	(26)
Résultat opérationnel	572					
Résultat financier	(248)					
Résultat avant impôts	324					
Résultat net total	194					
Investissements corporels et incorporels	1 057	548	183	197	62	68
Dotations aux amortissements	(720)	(298)	(200)	(83)	(100)	(39)



1 ^{er} semestre 2015 (en millions d'euros)	Total	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	37 739	17 587	9 356	7 257	3 538	-
Autres Revenus	1 247	416	288	359	157	27
Résultat opérationnel courant	726	321	122	296	50	(63)
Résultat opérationnel	745					
Résultat financier	(264)					
Résultat avant Impôts	481					
Résultat net total	304					
Investissements corporels et incorporels	804	338	145	190	76	55
Dotations aux amortissements	(761)	(319)	(195)	(98)	(106)	(43)

4.2 Actifs et passifs sectoriels

30/06/2016 (en millions d'euros)	Total	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 600	4 746	3 133	611	108	1
Autres immobilisations incorporelles	1 119	277	346	125	21	351
Immobilisations corporelles	12 676	5 356	3 636	2 563	1 090	32
Immeubles de placement	357	4	175	45	133	-
Autres actifs sectoriels	17 101	9 227	3 091	3 511	813	459
Total Actifs sectoriels	39 853	19 610	10 381	6 854	2 165	843
Autres actifs non affectés	5 846					
Total Actif	45 700					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	21 388	11 053	4 449	3 448	2 124	314
Autres passifs non affectés	13 018					
Total Passifs	34 406					

31/12/2015 (en millions d'euros)	Total	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 495	4 718	3 138	528	110	1
Autres immobilisations incorporelles	1 014	255	340	101	21	298
Immobilisations corporelles	12 071	5 173	3 604	2 102	1 160	32
Immeubles de placement	383	31	165	48	139	-
Autres actifs sectoriels	16 514	8 954	3 024	3 066	912	558
Total Actifs sectoriels	38 477	19 131	10 272	5 844	2 341	889
Autres actifs non affectés	6 618					
Total Actif	45 095					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	23 238	11 842	5 268	3 428	2 304	395
Autres passifs non affectés	11 185					
Total Passifs	34 423					



NOTE 5 : DONNEES OPERATIONNELLES

5.1 Chiffre d'affaires hors taxes

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du 1^{er} semestre 2016 s'élève à 36 289 millions d'euros, en diminution de 3,8% par rapport à celui du 1^{er} semestre 2015 (37 739 millions d'euros). A taux de change constants, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2016 aurait été de 38 559 millions d'euros, soit une hausse de 2,2%.

L'incidence de la variation des taux de change s'élève à (2 270) millions d'euros au 30 juin 2016, dont (2 075) millions d'euros pour la zone Amérique latine et (146) millions d'euros pour la zone Asie.

5.2 Frais généraux et amortissements

Cette ligne se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	Prog. en %
Frais généraux ⁽¹⁾	(7 006)	(7 227)	(3,1%)
Amortissements ⁽²⁾	(720)	(740)	(2,8%)
Total Frais généraux et amortissements	(7 726)	(7 967)	(3,0%)

(1) Les frais généraux se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	Prog. en %
Frais de personnel	(4 014)	(4 137)	(3,0%)
Locations immobilières	(506)	(525)	(3,7%)
Publicité	(434)	(422)	2,8%
Honoraires	(426)	(460)	(7,2%)
Taxes	(425)	(444)	(4,3%)
Entretien et réparation	(387)	(402)	(3,7%)
Energie et électricité	(324)	(335)	(3,3%)
Autres frais généraux	(489)	(502)	(2,4%)
Total Frais généraux	(7 006)	(7 227)	(3,1%)

La loi relative à la taxe sur les surfaces commerciales a été amendée par la loi de finances rectificative pour 2015 (loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015). Les modifications apportées portent sur l'introduction d'un deuxième fait générateur de la TaSCom, selon lequel l'exploitant qui cesse d'exploiter un établissement imposable en cours d'année est également redevable de la taxe, au prorata de la durée de son exploitation l'année de la cessation.

Sur la base de son interprétation préliminaire du texte, le Groupe considère que le fait générateur de l'obligation créant le passif au titre de la TaSCom est inchangé et reste constitué par l'existence de l'établissement au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle la taxe est due, la cessation d'activité constituant quant à elle le fait générateur d'une nouvelle obligation distincte. Par conséquent, le traitement comptable de la TaSCom en application d'IFRIC 21 – Taxes n'a pas été modifié : la taxe due au 1^{er} janvier 2016 reste rattachée comptablement à l'exercice 2016 et a été intégralement comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2016 (traitement identique à celui appliqué en 2015).

(2) En incluant les amortissements logistiques compris dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à 742 millions d'euros au 30 juin 2016 (761 millions d'euros au 30 juin 2015).



5.3 Produits et charges non courants

Certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence sont comptabilisés en autres produits et charges non courants.

Le résultat non courant se décompose par nature de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
Résultat de cession d'actifs	30	20
Coûts de réorganisation	(89)	(62)
Autres produits et charges non courants	(33)	46
Résultat non courant avant dépréciation et pertes sur actifs	(93)	3
Dépréciations et pertes sur actifs	(21)	(19)
Produits et charges non courants	(114)	(16)
Dont :		
total des produits non courants	45	99
total des charges non courantes	(158)	(115)

Les coûts de réorganisation découlent des plans de rationalisation des structures en cours de déploiement dans plusieurs pays du Groupe ; ils comprennent notamment l'incidence du plan d'intégration des magasins Dia qui se poursuit en 2016.

5.4 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement comprise dans la variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation du tableau de flux de trésorerie se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015	Variation
Variation des stocks	8	(324)	332
Variation des créances commerciales	(40)	(89)	50
Variation des fournisseurs	(1 485)	(1 340)	(146)
Variation de dette fidélité et autres	(25)	(56)	32
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(1 541)	(1 809)	268
Variation des autres créances et autres dettes	(544)	(295)	(249)
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 085)	(2 104)	19

5.5 Activités bancaires

5.5.1 Encours clients des sociétés financières

Au 30 juin 2016, les encours clients des sociétés financières s'élèvent à 6 050 millions d'euros et se composent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Encours cartes	4 208	4 080
Encours prêts	2 380	2 358
Encours crédits (liés à des achats magasins)	56	68
Autres encours	313	349
Dépréciation	(908)	(846)
Divers	1	2
Total Encours clients	6 050	6 010
Part à moins d'un an	3 789	3 658
Part à plus d'un an	2 261	2 351



5.5.2 Refinancement des encours clients des sociétés financières

Le refinancement de ces encours à hauteur de 5 270 millions d'euros au 30 juin 2016 est assuré par les sources de financement suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Dettes représentées par un titre (certificats de dépôt, BMTN)	1 432	1 645
Emprunts bancaires	212	214
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	1 852	1 625
Comptes sur livret clients	517	580
Titrisation	510	510
Autres dettes de refinancement auprès des établissements financiers	711	649
Autres	35	26
Total Refinancement des encours clients	5 270	5 249
<i>Part à moins d'un an</i>	<i>3 179</i>	<i>3 328</i>
<i>Part à plus d'un an</i>	<i>2 091</i>	<i>1 921</i>

- (1) Levée par Carrefour Banque d'un nouvel emprunt obligataire à taux variable à hauteur de 500 millions d'euros (5 ans - échéance au 20 avril 2021, avec un coupon à Euribor 3 mois +0,68%) et remboursement par Carrefour Banque d'un emprunt obligataire à taux variable pour un montant nominal de 300 millions.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

6.1 Goodwill

La valeur des goodwill constatés par le Groupe fait l'objet d'un suivi généralement au niveau des secteurs opérationnels constitués par les pays dans lequel le Groupe exerce ses activités au travers de magasins intégrés.

La valeur nette comptable des goodwill se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
France	4 746	4 718
Italie	964	964
Belgique	956	957
Espagne	862	862
Brésil	558	465
Pologne	237	246
Argentine	53	63
Autres pays	223	220
Total Goodwill	8 600	8 495

L'augmentation de la période correspond principalement à l'incidence de l'évolution du taux de change au Brésil.

Tests de perte de valeur au 30 juin 2016

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe réalise des tests sur la valeur nette comptable de ses immobilisations incorporelles non amorties au minimum une fois par an. Ces tests sont réalisés en fin d'année. A chaque arrêté intermédiaire, conformément à la norme, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices.

Au 30 juin 2016, les tests menés par le Groupe n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur.



6.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Terrains	2 511	2 373
Constructions	9 811	9 232
Matériel, agencements et installations	15 011	14 602
Autres immobilisations	441	407
Immobilisations en cours	805	759
Terrains en location financement	455	463
Constructions en location financement	1 180	1 196
Matériel, agencements et installations en location financement	84	83
Valeur brute des immobilisations corporelles	30 297	29 116
Amortissements	(16 135)	(15 535)
Amortissements des immobilisations en location financement	(961)	(958)
Dépréciations	(524)	(552)
Total Immobilisations corporelles	12 676	12 071

6.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement détenus par le Groupe sont principalement constitués de galeries commerciales construites à proximité des magasins. Leur valeur nette comptable et leur juste valeur (estimée par capitalisation des loyers futurs ou par des expertises indépendantes) s'établissent respectivement à 357 millions d'euros et 598 millions d'euros au 30 juin 2016, à comparer à 383 millions d'euros et 696 millions d'euros au 31 décembre 2015.

NOTE 7 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Les impôts sur les résultats s'élèvent à 101 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016, soit un taux effectif d'impôt de 31,3%, contre 165 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015 correspondant à un taux effectif de 34,3%. Ils résultent de l'application du taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice 2016 au résultat avant impôt du 1^{er} semestre 2016. Les incidences fiscales des transactions spécifiques sont enregistrées sur la période propre à celles-ci.

NOTE 8 : PROVISIONS ET AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2015	Ecart de conversion	Dotations	Actualisation	Reprises sans utilisation	Reprises avec utilisation	Autres	30/06/2016
Engagements vis-à-vis du personnel	1 258	0	51	116	0	(15)	0	1 410
Litiges	1 222	132	169	-	(142)	(72)	(33)	1 274
<i>Litiges fiscaux</i>	737	80	60	-	(66)	(10)	(1)	801
<i>Litiges sociaux</i>	261	33	53	-	(27)	(38)	1	281
<i>Litiges légaux</i>	224	19	56	-	(49)	(24)	(34)	192
Réorganisations	169	(0)	20	-	(7)	(25)	1	158
Autres ⁽¹⁾	364	0	37	-	(14)	(36)	(7)	347
Total Provisions	3 014	132	276	116	(162)	(149)	(39)	3 188

(1) Les autres provisions sont principalement composées de provisions visant à couvrir les risques techniques liés principalement à l'activité d'assurance, de provisions pour fermetures de magasins ainsi que de provisions pour contrats onéreux.



L'obligation du Groupe au titre des avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies) est déterminée en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation.

<i>(en millions d'euros)</i>	France	Belgique	Italie	Autres pays	Total Groupe
Provision au 31 décembre 2015	845	250	136	27	1 258
Coût des services rendus au cours de la période	29	4	0	0	34
Intérêts nets sur le passif net au titre des prestations définies	9	3	1	0	13
Charge nette du 1 ^{er} semestre 2016	39	7	1	1	48
Prestations payées directement par l'employeur	(3)	(7)	(3)	(0)	(12)
Effet périmètre	0	0	0	0	0
Ecart actuariels	79	25	10	1	116
Autres	1	1	(1)	(1)	0
Provision au 30 juin 2016	961	277	144	28	1 410

La charge nette du 1^{er} semestre 2016, soit 48 millions d'euros, a été comptabilisée en frais de personnel à hauteur de 34 millions d'euros et en résultat financier à hauteur de 13 millions d'euros.

Le taux d'actualisation retenu pour la France, la Belgique et l'Italie s'élève à 1,15%, contre 1,9% au 31 décembre 2015. Ces taux sont fondés sur un indice qui regroupe la performance d'obligations *corporate* notées AA dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une hausse de 25 points de base du taux d'actualisation aurait eu une incidence de l'ordre de (34) millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie ;
- une hausse de 25 points de base du taux d'inflation aurait eu une incidence de l'ordre de 6 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie.

NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

9.1 Autres éléments du résultat global

<i>en millions d'euros</i>	Part du Groupe	1 ^{er} semestre 2016			1 ^{er} semestre 2015		
		Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie		(10)	3	(7)	(10)	4	(6)
Variation des actifs disponibles à la vente		(6)	(1)	(7)	2	1	3
Variation des écarts de conversion		198	0	198	(76)	0	(76)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat		182	2	185	(84)	5	(79)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies		(115)	36	(79)	(2)	2	1
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat		(115)	36	(79)	(2)	2	1
Total - Part du Groupe		68	38	106	(86)	8	(78)



en millions d'euros

Participations ne donnant pas le contrôle	1 ^{er} semestre 2016			1 ^{er} semestre 2015		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	(2)	1	(1)	1	(0)	0
Variation des actifs disponibles à la vente	3	(1)	2	(4)	1	(3)
Variation des écarts de conversion	81	0	81	(1)	0	(1)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	83	(1)	82	(5)	1	(4)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(1)	0	(1)	0	0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(1)	0	(1)	0	0	0
Total - Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	81	(0)	81	(5)	1	(4)

9.2 Résultat par action (Part du Groupe)

	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
Résultat net par action avant dilution		
Résultat net des activités poursuivies	158	230
Résultat net des activités abandonnées	(28)	(12)
Résultat net total	129	218
Nombre d'actions moyen pondéré ⁽¹⁾	730 881 310	722 203 929
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,22	0,32
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	(0,04)	(0,02)
Résultat net total par action (en euros)	0,18	0,30

(1) Les actions d'auto-contrôle ne sont pas considérées comme des actions en circulation et viennent donc minorer le nombre d'actions prises en compte pour le calcul du résultat net par action. Par ailleurs, en application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat par action du 1^{er} semestre 2016 et 2015 a été ajusté suite à la distribution de dividendes en actions intervenue en juin 2016 (retraitement rétrospectif de l'effet de la décote de 10% appliquée au prix d'émission des actions émises en paiement du dividende, effet déterminé selon la méthode du rachat d'actions).

	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
Résultat net par action après dilution		
Résultat net des activités poursuivies	158	230
Résultat net des activités abandonnées	(28)	(12)
Résultat net total	129	218
Nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution	730 881 310	722 203 929
Actions dilutives ⁽¹⁾	0	42 792
Nombre d'actions retraité, après dilution éventuelle	730 881 310	722 246 720
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,22	0,32
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	(0,04)	(0,02)
Résultat net total par action (en euros)	0,18	0,30

(1) Les options d'achat d'actions ne sont pas retenues dans le calcul du résultat net dilué par action de juin 2016, leur prix d'exercice étant supérieur au cours moyen de l'action sur le 1^{er} semestre 2016.



NOTE 10 : ACTIFS, PASSIFS ET RESULTAT FINANCIERS

10.1 Instruments financiers par catégorie

Au 30/06/2016	Ventilation par catégorie d'instruments							Juste valeur
	Valeur comptable	En juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Dettes couvertes en juste valeur	Instruments dérivés	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Titres de participation	105		105					105
Autres immobilisations financières long terme	1 486		463	1 023				1 486
Autres actifs financiers non courants	1 591		569	1 023				1 591
Total encours clients des sociétés financières	6 050			6 050				6 050
Créances commerciales	2 159			2 159				2 159
Autres actifs financiers courants	218			180			38	218
Autres actifs ⁽¹⁾	661			661				661
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 688	1 688						1 688
ACTIFS	12 366	1 688	569	10 072			38	12 366
Total dettes financières	9 273				8 450	510	313	9 910
Total refinancement des encours clients	5 270				5 270			5 270
Fournisseurs et autres créditeurs	12 198				12 198			12 198
Autres passifs ⁽²⁾	2 594				2 594			2 594
PASSIFS	29 335				28 513	510	313	29 973

Au 31/12/2015	Ventilation par catégorie d'instruments							Juste valeur
	Valeur comptable	En juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Dettes couvertes en juste valeur	Instruments dérivés	
<i>(en millions d'euros)</i>								
Titres de participation	78		78					78
Autres immobilisations financières long terme	1 213		443	770				1 213
Autres actifs financiers non courants	1 291		521	770				1 291
Total encours clients des sociétés financières	6 010			6 010				6 010
Créances commerciales	2 269			2 269				2 269
Autres actifs financiers courants	358			207			151	358
Autres actifs ⁽¹⁾	418			418				418
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 724	2 724						2 724
ACTIFS	13 071	2 724	521	9 674			151	13 071
Total dettes financières	7 629				7 064	516	49	8 135
Total refinancement des encours clients	5 249				5 249			5 249
Fournisseurs et autres créditeurs	13 648				13 648			13 648
Autres passifs ⁽²⁾	3 123				3 123			3 123
PASSIFS	29 649				29 085	516	49	30 156

(1) hors charges constatées d'avance

(2) hors produits constatés d'avance

Hierarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers

La ventilation des actifs et passifs évalués en juste valeur selon la hiérarchie prévue par la norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur* (cf. note 1.5) est la suivante :

30/06/2016	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Titres de participation			105	105
Autres immobilisations financières long terme	463			463
Actifs financiers courants - dérivés		38		38
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 688			1 688
Dérivés passif		(311)	(1)	(313)

Aucun reclassement n'a été opéré entre les différents niveaux.



10.2 Dette financière nette

10.2.1 Composition de la dette nette

La dette nette du Groupe s'établit à 7 367 millions d'euros à fin juin 2016, et se détaille comme suit :

(en millions d'euros)		30/06/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires		7 627	6 884
Autres emprunts et dettes financières		396	345
Billet de Trésorerie		610	-
Passifs relatifs à des contrats de location financement		327	351
Total des dettes financières hors dérivés passif		8 960	7 580
Dérivés - Passif		313	49
TOTAL DES DETTES	[1]	9 273	7 629
dont dettes à plus d'un an		7 161	6 662
dont dettes à moins d'un an		2 112	966
Autres actifs financiers courants		218	358
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 688	2 724
TOTAL DES PLACEMENTS	[2]	1 905	3 083
DETTE NETTE	[1] - [2]	7 367	4 546

La variation de la dette nette entre le 30 juin et le 31 décembre s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.

10.2.2 Détail des emprunts obligataires

(en millions d'euros)		Variation du nominal			Valeur comptable de la dette
		31/12/2015	Emissions	Remboursements	30/06/2016
Emissions Publiques	Échéance				
Euro Bond Fixed rate, EUR, 10 ans, 4,375 %	2016	167		167	166
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 4 ans, 4,375 %	2016	500		500	502
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 4,678 %	2017	250		250	259
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 5 ans, 1,875 %	2017	1 000		1 000	998
Euro Bond Fixed rate, EUR, 7 ans, 5,25 %	2018	279		279	278
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 6 ans, 1,75 %	2019	1 000		1 000	998
Emprunt Obligataire Euro MTN, Eur, 10 ans, 4,00 %	2020	1 000		1 000	998
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 11 ans, 3,875 %	2021	1 000		1 000	990
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 1,75 %	2022	1 000		1 000	952
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 10 ans, 1,25 %	2025	750		750	744
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 0,750 %	2024		750	750	742
Total Emprunts obligataires		6 946	750	7 696	7 627

10.2.3 Détail des autres emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dette bancaire garantie par titres Carrefour (equity swap)	0	77
Emprunts Amérique Latine	117	107
Autres emprunts bancaires souscrits	156	52
Intérêts courus non échus ⁽¹⁾	78	99
Autres passifs financiers	46	10
Total Autres emprunts et dettes financières	396	345

(1) Les intérêts courus portent sur la totalité de la dette financière, y compris les emprunts obligataires.



10.2.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Trésorerie	1 106	1 286
Equivalents de trésorerie	581	1 439
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 688	2 724

10.3 Analyse des dettes financières (hors dérivés passifs)

10.3.1 Détail par nature de taux

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016		31/12/2015	
	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés
Dettes à taux fixe	8 037	7 537	7 277	6 777
Dettes à taux variable	913	1 423	287	803
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	8 950	8 960	7 564	7 580

10.3.2 Détail par échéance

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
A moins d'un an	1 809	921
Entre 1 et 2 ans	1 115	1 306
Entre 2 et 5 ans	3 393	2 447
Au-delà de 5 ans	2 643	2 905
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	8 960	7 580

10.3.3 Détail par devise

Les éléments ci-dessous sont présentés après prise en compte des couvertures.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Euro	8 613	7 314
Real Brésilien	78	80
Yuan Chinois	40	14
Dollar Taiwanais	73	74
Peso Argentin	39	28
Zloty Polonais	113	65
Lei Roumain	5	5
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	8 960	7 580

Au 30 juin 2016, comme au 31 décembre 2015, la dette en euros représente 96% du total des dettes financières brutes hors dérivés passifs.



10.4 Résultat financier

Le résultat financier se compose principalement du coût de l'endettement financier. Les autres éléments financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la variation de valeurs actualisées ou à la constatation d'intérêts de retard sur certains passifs.

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
Produits sur prêts et trésorerie	16	15
Coût de l'endettement financier brut	(197)	(200)
Charges d'intérêt sur emprunts obligataires et bancaires	(185)	(186)
Charges d'intérêt sur contrats de location financement	(12)	(14)
Coût de l'endettement financier net	(181)	(185)
Autres produits et charges financiers	(68)	(80)
<i>dont charges nettes sur engagements de retraites</i>	<i>(12)</i>	<i>(13)</i>
<i>dont charges d'intérêt sur dettes non financières</i>	<i>(7)</i>	<i>(31)</i>
<i>dont taxe sur les transactions financières</i>	<i>(18)</i>	<i>(24)</i>
<i>dont variation de juste valeur des dérivés de taux</i>	<i>(14)</i>	<i>8</i>
Résultat financier	(248)	(264)

NOTE 11 : AUTRES INFORMATIONS

11.1 Résultat net des activités abandonnées

Cette ligne, qui présente un solde négatif de 28 millions d'euros au 30 juin 2016 (-12 millions d'euros au 30 juin 2015), correspond essentiellement au traitement IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* des magasins Dia cédés et destinés à être cédés.

11.2 Parties liées

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent essentiellement :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres de l'Equipe de Direction du Groupe et du Conseil d'Administration ;
- les opérations avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

Il n'y a pas eu, au cours du 1^{er} semestre 2016, de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2015.

11.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de trois ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation des points de ventes et ceux liés aux acquisitions de titres. En outre, le Groupe est partie à des contrats de location (loyers payables principalement sur les points de vente loués, et loyers devant être reçus principalement sur les boutiques de galeries marchandes) qui représentent également des engagements futurs, donnés ou reçus.

Au cours du 1^{er} semestre 2016, aucun événement nouveau n'a d'impact significatif sur les montants des engagements hors bilan.



11.4 Evènements post clôture

Aucun événement de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe n'est intervenu postérieurement à la clôture.

11.5 Périmètre de consolidation

11.5.1 Principaux mouvements du 1^{er} semestre 2016

Au cours du 1^{er} semestre 2016, les principales variations de périmètre sont les suivantes :

- Acquisitions des sociétés Rue du Commerce et Billa Roumanie (cf note 3), détenues à 100% au 30 juin 2016 ;
- Création de Cargo Property et ses filiales, sociétés immobilières dédiées à la logistique, contrôlées par le Groupe (pourcentage d'intérêt de 32,2%) ;
- Perte de contrôle de la société Carrefour Property Development (renommée Cardety), détenue à hauteur de 43,1% au 30 juin 2016 (entreprise associée, mise en équivalence à compter d'avril 2016).

En dehors de ces opérations, le périmètre de consolidation du groupe Carrefour n'a pas connu de variation significative au cours du 1^{er} semestre 2016.

11.5.2 Transaction en cours au 30 juin 2016

Le projet d'acquisition auprès du Groupe Eroski des 36 hypers compacts d'une surface totale de 235 000 m², ainsi que 8 galeries marchandes et 22 stations service attenantes, annoncé le 29 février 2016, n'était pas finalisé en date de clôture (acquisition soumise à conditions).



DELOITTE & ASSOCIES

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
France

KPMG S.A.

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex
France

MAZARS

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie de Versailles
Exaltis – 61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Carrefour

Société anonyme
33, avenue Emile Zola
92100 Boulogne-Billancourt

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Carrefour, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.



Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes,

Neuilly sur Seine, Paris-La Défense et Courbevoie, le 27 juillet 2016

DELOITTE & ASSOCIES

ARNAUD DE PLANTA

STEPHANE RIMBEUF

KPMG S.A.

PATRICK-HUBERT PETIT

CAROLINE BRUNO-DIAZ

MAZARS

PIERRE SARDET

DAVID CHAUDAT



www.carrefour.com
@GroupeCarrefour

Société anonyme au capital de 1890587885 euros
Siège social : 33, avenue Émile Zola – 92100 Boulogne-Billancourt
652 014 051 RCS Nanterre

